RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

3me Circonscription de Largentière

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 18 Novembre 1962.

Électrices, Électeurs, Mes Chers Amis,

Vous allez élire le 18 novembre votre député pour cinq ans. Ces années seront décisives. La génération d'après-guerre, la plus nombreuse en France depuis 100 ans, va arriver à l'âge d'homme et aux responsabilités.

Une transformation profonde de la France doit être entreprise dans ses structures politiques et économiques.

Pour l'avenir nous vous proposons, en sollicitant vos suffrages, trois objectifs fondamentaux :

1. — UNE DÉMOCRATIE MODERNE
2. — L'EXPANSION ÉCONOMIQUE POUR PERMETTRE LE PROGRÈS SOCIAL ET FAMILIAL
3. — L'UNITÉ DE L'EUROPE POUR ASSURER LA PAIX, LA SÉCURITÉ ET LE PROGRÈS.

Une Démocratie Moderne

EXIGE : UN GOUVERNEMENT EFFICACE.
UN PARLEMENT UTILE.
DES CITOYENS RESPONSABLES.

Le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, à l'abri de l'instabilité. Mais le Pouvoir ne doit pas être isolé et confié aux technocrates. Sans équlibre des Pouvoirs et sans l'appui de la Nation, il n'y a ni autorité ni démocratie véritable.

C'est pourquoi nous demandons que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de contrôle :

— que les grandes forces de demain — les syndicats et la jeunesse — soient associées à une politique nationale ;

— que le pouvoir politique et la responsabilité économique soient solidement liés.

L'Expansion Économique doit se faire AU BÉNÉFICE de tous les Français : FAMILLES, SALARIÉS, AGRICULTEURS, CLASSES MOYENNES (Commerçants, Artisans, Professions Libérales), RETRAITÉS, JEUNES ...

Le redressement financier, la stabilité monétaire n'ont été obtenus depuis 4 ans qu'aux dépens du niveau de vie de nombreuses catégories de Français : les vieux, les familles, les paysans. La justice sociale n'a pas été respectée. Les progrès de la productivité n'ont pas bénéficié à tous les travailleurs.

Il faut donc établir une véritable politique des revenus, et augmenter les ressources :

— des familles en rattrapant le retard pris par les prestations familiales sur les salaires ; établir la parité de ces prestations pour toutes les familles françaises

— des personnes âgées dont les prestations sont restées anormalement basses ainsi que le plafond de leur versement de manière à leur permettre une vieillesse heureuse dans le cadre de leur vie.

— des ouvriers retraités par un meilleur calcul du montant de la retraite et l'octroi de cette retraite à 60 ans dans les professions pénibles.

— des serviteurs de l'Etat qui ne doivent plus être les parents pauvres, comme le sont encore de nombreux employés communaux et petits fonctionnaires.

● Il faut hâter la suppression définitive des zones de salaires.

● Il faut rendre l'enseignement accessible à tous les niveaux, à tous les enfants, dans le maintien de la liberté. L'octroi des bourses scolaires doit être basé sur le revenu des familles et non sur la valeur de l'exploitation, de l'atelier ou du commerce.

● L'aménagement du territoire est la clef de tout l'avenir économique et social français.

Le déséquilibre entre Paris et la province, entre les régions françaises n'a pas diminué depuis 4 ans, au contraire. Cette évolution, si elle n'est pas combattue, risque de déclencher demain des troubles sociaux redoutables.

.../...

Pour y faire face, il faut :

— accélérer la décentralisation industrielle par les stimulants fiscaux et financiers trop peu utilisés jusqu'ici, afin de permettre, par le plein emploi, l'existence de salaires comparables aux salaires parisiens, et l'aisance dans les familles ouvrières de notre région.

— prévoir une réforme du crédit et une utilisation plus rationnelle de l'épargne française insuffisamment investie.

— soutenir les réformes de structures indispensables à la modernisation de l'agriculture et par l'indexation des prix agricoles, la mise à parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales.

— aider la modernisation du petit commerce et de l'artisanat. Le service qu'ils assurent dans des conditions parfois difficiles doit leur permettre une vie décente.

— offrir aux rapatriés d'Algérie des conditions humaines d'intégration dans l'économie nationale.

— mettre en place de véritables conseils économiques et sociaux à l'échelon régional dotés de pouvoirs d'information, de liaison et de décisions.

Nous voulons que les Agriculteurs bénéficient du Progrès :

qu'ils soient considérés comme des producteurs économiques ayant des besoins humains, culturels et sociaux,

que l'enseignement des techniques agricoles soit généralisé,

que soit donné, à ceux qui doivent quitter leur ferme, la possibilité d'apprendre un nouveau métier.

Nous voulons la réalisation d'un programme hardi d'équipement en hydraulique agricole, seule l'irrigation permettant les reconversions culturales nécessaires dans beaucoup de régions.

Dans la plupart de nos campagnes toute vie sociale sera impensable si les pouvoirs publics ne soutiennent pas les Municipalités pour un équipement en chemins carrossables, en adductions d'eau, en téléphone, en force motrice, en bâtiments publics et culturels, etc, par le rétablissement d'un taux normal des subventions.

L'Europe Unie

permettra d'assurer : NOTRE DÉVELOPPEMENT.
NOTRE SÉCURITÉ.

Le moment est venu de savoir si l'Europe va être enfin pourvue d'une autorité politique seule capable de définir et appliquer une politique européenne commune afin que l'agriculture française garde le bénéfice des accords de Bruxelles et améliore ses débouchés ; que soit accélérée l'harmonisation des salaires ; que soient réalisées une coordination de l'énergie et une harmonisation des investissements qui évitent le gaspillage.

Mais par delà son progrès économique, l'Europe doit assurer sa sécurité. Or, celle-ci ne peut être garantie que dans le cadre d'une défense européenne commune. C'est pourquoi nous sommes hostiles au principe d'une force de frappe atomique strictement nationale.

Électrices, Électeurs,

Avec comme suppléant Roger CHAMPETIER dont la probité, le dynamisme, la compétence en matière viticole sont bien connus, dans le but de servir, nous vous proposons ce programme et vous demandons vos suffrages.

Avec nous, de nombreux responsables d'organisations professionnelles et familiales urbaines et rurales, des élus municipaux, forment les maillons *d'une équipe solide et décidée.*

Tous ensemble, nous travaillerons à faire que, dans la liberté, dans la tolérance mutuelle, dans la justice sociale, les familles soient plus heureuses et notre Pays plus uni.

Vu le CANDIDAT : **Jean MOULIN,** *Docteur Vétérinaire.*

Chevalier du Mérite Agricole. — Président du Syndicat des Vétérinaires Praticiens de l'Ardèche
Membre du Conseil d'Administration du Groupement de Défense Sanitaire Départemental.

Républicain d'Action Sociale Familiale et d'Union.

SUPPLÉANT : **Roger CHAMPETIER,** *Viticulteur à Labeaume.*

Chevalier du Mérite Agricole. — Président de la Cave Coopérative de Ruoms.
Président de la Caisse Locale de Crédit Agricole de Ruoms, Responsable de l'Association des Aides Familiales.
Père de 9 enfants,

IMP DUMAS-TOURRETTE - AUBENAS